

ZAKI LAÏDI

■ Union européenne : la puissance par la norme

Il ne se passe désormais pas de jour sans que la presse américaine dénonce l'impérialisme régulateur de l'Europe, à cause de l'affaire Microsoft, de la volonté des Européens d'intégrer le transport aérien au marché d'émission de gaz à effet de serre ou de la législation Reach sur la certification des produits chimiques. Cette critique est outrancière, mais elle a au moins deux mérites : celui de montrer que l'Europe que l'on voit chez nous comme une machine à déréguler est perçue ailleurs au contraire comme hyperrégulatrice. Celui aussi de souligner que l'influence de l'Europe dans le monde, à défaut d'être géopolitique, est de nature normative.

Or, sur ce plan, l'Europe n'est pas dénuée d'atouts. Le premier d'entre eux est celui de l'environnement. Et l'on conviendra que cet enjeu n'est pas un enjeu mineur des relations internationales. Sans la détermination politique de l'Europe, le protocole de Kyoto serait mort aujourd'hui. Les Etats-Unis ont tout fait pour qu'il en soit ainsi, sans y parvenir. Mais, d'une certaine manière, Kyoto est derrière nous. L'enjeu, c'est maintenant le post-Kyoto qui se joue après Bali. L'Europe est bien partie pour être le leader mondial dans la lutte contre le changement climatique, car elle a contracté pour elle-même des engagements ambitieux. Il lui reviendra donc de proposer de nouvelles normes de réduction des émissions de gaz à effet de serre à partir de 2012 en faisant entrer dans le jeu aussi bien les Etats-Unis que les pays émergents.

Pour parvenir à définir la norme environnement pour l'après-Kyoto, l'Europe devra donc faire preuve non seulement de détermination, mais également d'exemplarité. Or, sur ce dernier point, rien n'est gagné. Beaucoup d'Etats européens sont très en dessous des obligations de Kyoto et, même si l'Europe des 27 parviendra à respecter ces obligations en 2012, ce ne sera probablement que d'extrême justesse.

Mais comment convaincre les pays émergents et les Etats-Unis d'entrer dans le marchandage planétaire sur le changement climatique ? L'une des hypothèses de travail consisterait notamment à pénaliser les exportations polluantes. L'idée n'est pas absurde. Mais, là encore, si la norme européenne veut s'imposer, il lui faudra donner l'exemple. Or, pour l'heure, l'intensité en carbone des exportations européennes n'est pas plus faible que celle des

Etats-Unis ou de la Chine.

L'autre source méconnue de l'influence mondiale de l'Europe réside dans la puissance de son marché intérieur. En effet, à partir du moment où elle dispose d'un marché où tous les standards sont harmonisés ou unifiés, l'Europe devient un acteur influent non seulement parce qu'il s'agit d'un très grand marché solvable, mais aussi parce que les normes de son marché, qui sont aujourd'hui les plus élevées du monde, deviennent nécessairement des normes qui s'imposent au reste du monde.

L'autre conséquence de la réalisation du marché intérieur européen est l'acquisition par l'Europe d'un véritable pouvoir d'extraterritorialité économique. Par là, il faut entendre le pouvoir d'influencer les choix et les stratégies d'acteurs non européens. C'est ce qui s'est passé en 2001 quand la Commission a exprimé son opposition à la fusion entre General Electric et Honeywell Bull. C'est aussi ce qui vient de se reproduire avec l'affaire Microsoft, condamnée pour ne pas partager des informations techniques avec ses concurrents. En la matière, le fait notable est que la plainte contre Microsoft ait été déposée par une société américaine qui savait probablement qu'elle avait plus de chances d'être reçue en Europe qu'aux Etats-Unis, où la législation se préoccupe plus du consommateur que de la survie des concurrents à proprement parler.

Restent deux questions : cette influence normative peut-elle s'étendre à d'autres domaines ? Est-elle constitutive d'une nouvelle puissance ? Ce n'est pas sûr et, en tout cas, pas acquis.

Ainsi, dans le domaine de l'énergie, l'Europe essaie de vendre sans succès à la Russie une charte de l'énergie qui lui permettrait d'obtenir des garanties d'investissement et d'approvisionnement. Mais, dans un domaine aussi sensible que l'énergie, l'exportation de la norme heurte de plein fouet la géopolitique. La Russie de Vladimir Poutine ne veut guère en la matière se lier les mains. Elle ne ratifiera donc probablement jamais la charte de l'énergie et le protocole de transit qui lui est lié. Autant dire que si la norme peut atténuer les rigueurs de la realpolitik, elle ne pourra guère s'y substituer totalement. Ce qui conduit naturellement à répondre à la seconde question. La puissance par la norme ne se substituera jamais à la puissance classique d'un Etat. Et c'est au fond ce que pensent les Russes, les Indiens ou les Chinois, quand ils regardent l'Europe. Ils la craignent moins que les Etats-Unis mais la prennent moins au sérieux

ZAKI LAÏDI est directeur de recherche à Sciences po.

Union européenne : la puissance par la norme ZAKI LAÏDI